

JOURNAL OFFICIEL

DU TERRITOIRE DU TOGO PLACE SOUS LE MANDAT DE LA FRANCE

PARAISANT LE 1^{er} ET LE 16 DE CHAQUE MOIS A LOMÉ

ABONNEMENTS

	UN AN	SIX MOIS
Togo, France et Colonies	35 fr.	20 fr.
Etranger : Pays à demi-tarif	50 fr.	30 fr.
Etranger : Pays à plein tarif	60 fr.	35 fr.

Prix du numéro : Au comptant, à l'imprimerie : 1. fr. 50
Par porteur ou par la poste : Togo, France et Colonies : 1. fr. 75
Etranger : Port en sus.

ABONNEMENTS ET ANNONCES

Pour les abonnements et annonces, s'adresser au Directeur de l'Ecole Professionnelle de la Mission Catholique de LOMÉ, TOGO.

Ils commencent par le premier numéro d'un mois et se terminent par le dernier numéro d'un des 4 trimestres.

Les abonnements, annonces et réclames sont payables d'avance.

ANNONCES ET AVIS DIVERS

La ligne	2 fr
Minimum	10 fr
La page	200 fr
Chaque annonce répétée : moitié prix ; minimum	10 fr

Ce tarif ne s'applique pas aux tableaux ni aux insertions faites en caractères plus petits que ceux du texte du Journal.

Pour les réclames, demandez le tarif spécial.

SOMMAIRE



PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

1938

- 2 décembre — Arrêté ministériel adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le tarif des frais de contrôle des aéronefs prévus au décret du 30 octobre 1937, pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité. (Arrêté de promulgation n° 141 du 3 mars 1939) 144

1939

- 7 janvier — Décret rendant applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions du mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger. (Arrêté de promulgation n° 142 du 3 mars 1939). 144
- 20 janvier — Arrêtés ministériels relatifs à l'organisation administrative d'un service général autonome de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil en Afrique occidentale française et au Togo et nomination du chef de ce service. (Arrêté de promulgation n° 143 du 3 mars 1939) 145
- 21 janvier — Décret portant application à divers territoires relevant du ministère de la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal. (Arrêté de promulgation n° 144 du 3 mars 1939). 146
- 24 janvier — Décret approuvant un arrêté du Commissaire de la République au

- Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1938. (Arrêté de promulgation n° 145 du 3 mars 1939). 146
- 28 janvier — Décret fixant le contingent de haricots originaux du Togo, à admettre en franchise en France et en Algérie pendant l'année 1939. (Arrêté de promulgation n° 146 du 3 mars 1939). 151

ACTES DU POUVOIR LOCAL

- 28 janvier — N° 80 — Arrêté fixant à nouveau les taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux fonctionnaires des cadres généraux et des cadres locaux européens. 152
- 28 janvier — N° 80 bis. — Arrêté fixant à nouveau les taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux agents appartenant aux cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo. 153
- 27 février — N° 137 — Arrêté modifiant l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 portant virement de crédit au budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1938. 154
- 1^{er} mars — N° 140 — Arrêté autorisant le prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf. 154
- 7 mars — N° 148 — Arrêté fixant le maximum des provisions pouvant être consenties à certaines agences spéciales du territoire. 154
- 9 mars — N° 156 — Arrêté mettant le cercle de Mango sous le régime de surveillance sanitaire. 155

10 mars	— No 173 — Décision fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1939	155
Nominations, mutations, etc.	concernant le personnel.	156
Divers		156

PARTIE NON OFFICIELLE

Avis et communications :

Avis de concours	158
Domaines	158

PARTIE OFFICIELLE

ACTES DU POUVOIR CENTRAL

Frais de contrôle des aéronefs

ARRETE No 141 promulguant au Togo l'arrêté ministériel du 2 décembre 1938 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le tarif des frais de contrôle des aéronefs prévus au décret du 30 octobre 1937, pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu l'arrêté ministériel du 2 décembre 1938 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le tarif des frais de contrôle des aéronefs prévus au décret du 30 octobre 1937 pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité;

Vu la lettre no 118 ST. en date du 7 février 1939 du Gouverneur général p. i. de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République p. i. au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, l'arrêté ministériel du 2 décembre 1938 adaptant aux colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat relevant du ministère des colonies le tarif des frais de contrôle des aéronefs prévus au décret du 30 octobre 1937 pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu le décret du 30 octobre 1937 fixant le tarif des frais de contrôle des aéronefs pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Dans les colonies, pays de protectorat et territoires sous mandat placés sous l'autorité du ministre des colonies, sont affectés du coeffi-

cient 1,7 les tarifs et leurs maxima prévus aux articles 3 et 8 du décret du 30 octobre 1937, fixant le tarif des frais de contrôle des aéronefs pour la délivrance et le maintien des certificats de navigabilité.

ART. 2. — Les Gouverneurs généraux, Gouverneurs et Administrateur délégué sont chargés de l'exécution du présent arrêté, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française et au *Journal Officiel* de chaque colonie.

Fait à Paris, le 2 décembre 1938.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

(Référence au *Journal officiel* de la République française du décret du 30 octobre 1937, no 257 du 5 novembre 1937, page 12.265).

Etat civil

ARRETE No 142 promulguant au Togo le décret du 7 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions du mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 7 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions du mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger;

Vu la dépêche ministérielle no 1-C.G. du 30 janvier 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 7 janvier 1939 rendant applicables aux colonies, exception faite des Antilles et de la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies, deux lois du 10 mars 1938 relatives aux prohibitions du mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 7 janvier 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Deux lois du 10 mars 1938 ont modifié certaines dispositions du code civil relatives aux prohibitions du mariage et aux actes de l'état civil à l'étranger.

Il nous est apparu désirable d'harmoniser, en ces matières, la législation métropolitaine et la législation coloniale.

Tel est l'objet du projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre à votre haute sanction.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Vu l'article 18 du sénatus-consulte du 3 mai 1854;

Vu l'article 4 du décret du 1^{er} décembre 1858;

Vu le mandat sur le Cameroun et le Togo confié à la France par la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 10 mars 1938 modifiant l'article 164 du code civil relatif aux prohibitions du mariage;

Vu la loi du 10 mars 1938 relative aux actes de l'état civil à l'étranger;

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont rendues applicables aux colonies, à l'exception des Antilles et de la Réunion, aux pays de protectorat et aux territoires sous mandat relevant du ministère des colonies :

1^o — La loi du 10 mars 1938 qui a modifié l'article 164 du code civil relatif aux prohibitions du mariage;

2^o — La loi du 10 mars 1938 qui a modifié l'article 47, complété l'article 99 et abrogé l'article 171 du code civil, relatifs aux actes de l'état civil.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal Officiel* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 7 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

*Le garde des sceaux,
ministre de la justice,*

Paul MARCHANDEAU.

Service de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil

ARRETE N° 143 promulguant au Togo les arrêtés ministériels du 20 janvier 1939 relatifs à l'organisation administrative d'un service général autonome de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil en Afrique occidentale française et au Togo et nomination du chef de ce service.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu les arrêtés ministériels du 20 janvier 1939 relatifs à l'organisation administrative d'un service général autonome de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil en Afrique occidentale française et au Togo et nomination du chef de ce service;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont promulgués dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, les arrêtés ministériels du 20 janvier 1939 relatifs à l'organisation administrative d'un service général autonome de prophylaxie et de traitement de la maladie du sommeil en Afrique occidentale française et au Togo et nomination du chef de ce service.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

LE MINISTRE DES COLONIES

Considérant :

La nécessité de contrôler les expansions, particulièrement sur l'axe d'émigration cabraise, du secteur de la maladie du sommeil organisé dans le nord du territoire du Togo et de lier les mesures prophylactiques, de divers ordres, prises contre la trypanosomiase au Togo à celles qui sont organisées dans les colonies voisines, notamment au Dahomey;

Vu l'arrêté du Gouverneur du Togo, Commissaire de la République, en date du 9 juin 1938, créant un service de prophylaxie et de traitement de la trypanosomiase dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Entendu :

La commission de la maladie du sommeil (Société de pathologie exotique), en ses séances du 21 décembre 1938 et du 11 janvier 1939 tenues au ministère des colonies;

Sur la proposition de l'inspecteur général du service de santé des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Gouverneur Général de l'Afrique occidentale française, Haut-Commissaire du Togo, étendra par voie d'arrêté, dans le territoire sous mandat de la France au Togo, les dispositions prises en Afrique occidentale française pour la création d'un service général autonome de la maladie du sommeil.

ART. 2. — Le présent arrêté sera inséré au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1939.

Georges MANDEL.

LE MINISTRE DES COLONIES

Vu les arrêtés ministériels (colonies) du 20 janvier 1939, portant création, en Afrique occidentale française et dans le territoire sous mandat du Togo, d'un service général autonome de la maladie du sommeil;

Vu la décision n° 10542-3/8 (guerre), du 6 décembre 1938, nommant M. le médecin colonel Muraz chef du service de la trypanosomiase en Afrique occidentale française;

Sur la proposition de l'inspecteur général du service de santé des colonies;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — M. le médecin colonel Muraz, des troupes coloniales, en service à l'inspection géné-

rale du service de santé au ministère des colonies, nommé par la décision susvisée chef du service général autonome de la maladie du sommeil en Afrique occidentale française, étendra au territoire sous mandat du Togo les fonctions dont il est chargé.

ART. 2. — L'Inspecteur Général du service de santé des colonies et le Gouverneur Général de l'Afrique occidentale française, Haut-Commissaire de la République française au Togo, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté, qui sera inséré au *Journal Officiel* de la République française.

Fait à Paris, le 20 janvier 1939.

Georges MANDEL.

Code pénal

ARRETE N° 144 promulguant au Togo le décret du 21 janvier 1939 portant application à divers territoires relevant du ministère de la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 21 janvier 1939 portant application à divers territoires relevant du ministère de la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal;

Vu la D. M. n° 3 c. g. en date du 16 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 21 janvier 1939 portant application à divers territoires relevant du ministère des colonies de la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

RAPPORT

Au Président de la République Française.

Paris, le 21 janvier 1939.

MONSIEUR LE PRÉSIDENT,

Une loi du 27 octobre 1922 a modifié l'article 383 du code pénal et réprimé les vols perpétrés dans les wagons formant convoi par les peines criminelles prévues pour les vols sur les chemins publics.

Ce texte n'a pas été étendu aux territoires relevant du ministère des colonies où les vols de l'espèce constituent toujours de simples délits.

Le projet de décret que nous avons l'honneur de soumettre ci-joint à votre haute sanction tend à combler cette lacune.

Nous vous prions d'agréer, monsieur le Président, l'hommage de notre profond respect.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Paul MARCHANDEAU.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies et du garde des sceaux, ministre de la justice;

Vu le sénatus consulte du 3 mai 1854;

Vu les mandats sur le Togo et le Cameroun confiés à la France par le conseil de la Société des nations en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles en date du 28 juin 1919;

Vu la loi du 27 octobre 1922 qui a modifié l'article 383 du code pénal;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — Les dispositions de la loi du 27 octobre 1922 susvisée sont déclarées applicables à l'Afrique équatoriale française, à l'Afrique occidentale française, aux établissements français dans l'Inde, à l'Indochine, à Madagascar, à la côte française des Somalis, ainsi qu'aux territoires sous mandat du Cameroun et du Togo.

ART. 2. — Le ministre des colonies et le garde des sceaux, ministre de la justice, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret, qui sera publié au *Journal Officiel* de la République française ainsi qu'au *Journal Officiel* des territoires intéressés et inséré au *Bulletin Officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 21 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

Le garde des sceaux, ministre de la justice,

Paul MARCHANDEAU.

Ouverture et annulation de crédits

ARRETE N° 145 promulguant au Togo le décret du 24 janvier 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 24 janvier 1939 approuvant un arrêté du Commissaire de la République au Togo portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1938;

Vu le radiotélégramme n° 29 ST. du 1er février 1939 du Gouverneur général p. i. de l'A. O. F., Haut-Commissaire de la République p. i. au Togo;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 24 janvier 1939 susvisé.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur le rapport du ministre des colonies;

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions du Commissaire de la République au Togo, modifié par le décret du 21 février 1925;

Vu le mandat sur le Togo, confirmé à la France par le conseil de la société des nations, en exécution des articles 22 et 119 du traité de Versailles du 28 juin 1919;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies, notamment l'article 81, modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 24 février 1938, approuvant le budget local du Togo;

DECRÈTE :

ARTICLE PREMIER. — Est approuvé l'arrêté n° 696 pris par le Commissaire de la République au Togo, en conseil d'administration, le 15 décembre 1938, et portant ouverture de crédits supplémentaires et annulation de crédits au budget local du Togo, exercice 1938.

ART. 2. — Le ministre des colonies est chargé de l'exécution du présent décret.

Fait à Paris, le 24 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ARRETE N° 696 portant ouverture de crédits supplémentaires au budget local du Togo, exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉON D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et notamment l'article 81 modifié par le décret du 19 janvier 1935;

Vu le décret du 24 février 1938 approuvant le budget local du Togo;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 15 décembre 1938;

Sous réserve d'approbation ultérieure par décret;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Sont ouverts les crédits supplémentaires suivants au budget local, exercice 1938 :

CHAPITRE PREMIER DETTES EXIGIBLES

ARTICLE 5. — Contributions diverses

Paragraphe 1. — Contribution aux dépenses de la caisse intercoloniale de retraites

133.000

ARTICLE 6. — Dépenses des exercices clos

Paragraphe 1. — Dépenses des exercices clos

1.000

Total du Chapitre Ier

134.000

CHAPITRE II

HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE LA RÉPUBLIQUE (Personnel)

ARTICLE 2. — Commissariat de la République

Paragraphe 1. — Commissaire de la République

6.000

ARTICLE 3. — Cabinet du Commissariat de la République

Paragraphe 2. — Personnel indigène

3.000

Total du Chapitre II

9.000

report

143.000

<i>report</i>		143 000
CHAPITRE III		
HAUT-COMMISSARIAT ET COMMISSARIAT DE LA REPUBLIQUE		
(Matériel)		
ARTICLE 2. — <i>Commissariat de la République</i>		
(Service général)		
Paragraphe 2. — Fournitures de bureau et imprimés divers	2 500	
4. — Entretien et achat des machines à écrire	1 500	
ARTICLE 3. — <i>Commissariat de la République</i>		
(Service intérieur de l'hôtel)		
Paragraphe 1. — Fourniture d'électricité	12 000	
2. — Salaires des gens de service	3 000	
ARTICLE 4. — <i>Mobilier</i>		
Paragraphe 1. — Entretien et renouvellement du mobilier et linge de l'hôtel du Commissariat de la République	4 000	
Total du Chapitre III		23 000
CHAPITRE V		
SERVICE D'ADMINISTRATION GENERALE (Matériel)		
ARTICLE 2. — <i>Bureau du gouvernement</i>		
Paragraphe 1. — Imprimés et fournitures de bureau	14 000	
2. — Fournitures d'électricité aux bureaux et au magasin général	10 000	
ARTICLE 3. — <i>Circonscriptions administratives</i>		
Paragraphe 3. — Achat et entretien du matériel et du mobilier	6 000	
11. — Moyens de transport	3 000	
ARTICLE 4. — <i>Justice européenne</i>		
Paragraphe 1. — Imprimés, fournitures de bureau, achat d'ouvrages judiciaires	5 000	
ARTICLE 7. — <i>Etablissements pénitentiaires</i>		
Paragraphe 3. — Entretien des détenus	57 000	
Total du Chapitre V		95 000
CHAPITRE VI		
SERVICES FINANCIERS (Personnel)		
ARTICLE PREMIER. — <i>Bureau du trésor</i>		
Paragraphe 2. — Personnel indigène	6 000	
ARTICLE 3. — <i>Enregistrement et domaines</i>		
Paragraphe 2. — Personnel indigène	9 000	
ARTICLE 5. — <i>Dépenses des exercices clos</i>		
Total du Chapitre VI		25 000
<i>à reporter</i>		286 000

report . . .

286.000

CHAPITRE VII

SERVICES FINANCIERS (Matériel)

ARTICLE PREMIER. — Trésor

Paragraphe 1. — Achat de jetons et cartes d'impôt, plaques de bicyclettes et fusils

16.000

ARTICLE 2. — Douanes

Paragraphe 2. — Habillement et armement des gardes-frontières

30.000

ARTICLE 5. — Dégrèvements et remboursements des droits indûment perçus

10.000

ARTICLE 6. — Moyens de transport des services financiers

1.000

ARTICLE 7. — Dépenses des exercices clos

14.000

Total du Chapitre VII

71.000

CHAPITRE X

DEPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (Matériel)

ARTICLE PREMIER. — Postes — Télégraphes — Téléphones

Paragraphe 7. — Achat de figurines postales et de mandats-poste

46.000

46.000

CHAPITRE XII

SERVICES D'INTERETS SOCIAL ET ECONOMIQUE (Personnel)

ARTICLE PREMIER. — Services sanitaires et médicaux

Paragraphe 16. — Personnel indigène

6.000

Paragraphe 26. — Personnel indigène

10.000

ARTICLE 2. — Hôpital mixte de Lomé

Paragraphe 2. — Personnel indigène

16.000

ARTICLE 6. — Instruction publique

Paragraphe 3. — Personnel indigène du cadre du Togo

2.000

ARTICLE 11. — Service météorologique

Paragraphe 2. — Personnel indigène

1.000

ARTICLE 13. — Dépenses des exercices clos

51.000

Total du Chapitre XII

86.000

CHAPITRE XV

DEPENSES DIVERSES (Matériel)

ARTICLE PREMIER. — Transport du personnel et du matériel, indemnités de déplacement

Paragraphe 2. — Frais de transport du personnel

80.000

3. — Frais de transport du matériel à l'intérieur du Territoire et manutention

50.000

à reporter

130.000

489.000

report

130.000

489.000

ARTICLE 3. — *Fêtes publiques — Frais généraux*

Paragraphe 1. — Fêtes publiques et illuminations	10.000
2. — (i) Garantie de consommation électrique	20.000
2. — (h) Eclairage urbain de Lomé et entretien du réseau	40.000
2. — (p) Achat et entretien du mobilier du chef-lieu	10.000

ARTICLE 8. — *Contributions*

Paragraphe 1. — Versement à la commune-mixte de Lomé d'une quote-part sur les contributions et revenus divers	50.000
2. — Versement à la chambre de commerce des sommes perçues pour son compte	132.000

ARTICLE 9. — <i>Dépenses des exercices clos</i>	10.000
---	--------

Total du Chapitre XV

402.000

Total des crédits supplémentaires demandés

891.000

ARTICLE 2. — *Il sera fait face à l'ouverture de ces crédits supplémentaires par les annulations suivantes :*

CHAPITRE IV

ADMINISTRATION GENERALE (Personnel)

ARTICLE 3. — *Circonscriptions administratives*

Paragraphe 1. — Administrateurs des colonies	22.000
2. — Agents des services civils	60.000

ARTICLE 4. — *Personnel indigène dans les cercles*

Paragraphe 2. — Interprètes et autres auxiliaires	10.000
3. — Chefs de canton et de village	18.000

ARTICLE 6. — *Justice européenne*

Paragraphe 1. — Personnel européen	20.000
--	--------

ARTICLE 8. — *Police administrative et judiciaire*

Paragraphe 1. — Personnel européen	10.000
--	--------

Total du Chapitre IV

140.000

CHAPITRE VIII

DEPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES (Personnel)

ARTICLE 3. — *Travaux publics*

Paragraphe 2. — Exécution des travaux publics (européen)	10.000
--	--------

ARTICLE 6. — *Agriculture*

Paragraphe 1. — Personnel européen	20.000
--	--------

ARTICLE 7. — *Service zootechnique*

Paragraphe 1. — Personnel européen	10.000
--	--------

Total du Chapitre VIII

40.000

à reporter

180.000

<i>report</i>		—	180.000
CHAPITRE IX			
DEPENSES DES EXPLOITATIONS INDUSTRIELLES			
(Main-d'œuvre)			
ARTICLE PREMIER. — Postes — Télégraphes — Téléphones			
Paragraphe 2. — Salaires des courriers piétons		1.500	
ARTICLE 3. — Personnel permanent des travaux publics dans les cercles		5.500	
ARTICLE 6. — Agriculture			
Paragraphe 1. — Manœuvres des stations agricoles		12.000	
2. — Manœuvres de l'agriculture dans les cercles		7.000	
4. — Surveillants des stations agricoles		8.000	
ARTICLE 7. — Service zootechnique			
Paragraphe 1. — Salaires des manœuvres du service zootechnique dans les cercles		1.000	
Total du Chapitre IX			35.000
CHAPITRE XI			
TRAVAUX PUBLICS			
ARTICLE 2. — Grosses réparations et travaux neufs			
Paragraphe 5. — Adduction d'eau de Lomé		521.000	
			521.000
CHAPITRE XIII			
SERVICES D'INTERETS SOCIAL ET ECONOMIQUE			
ARTICLE PREMIER. — Services médicaux et sanitaires			
Paragraphe 2. — Achat de médicaments, pansements destinés aux pharmacies de détail		155.000	155.000
Total des annulations			891.000

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 15 décembre 1939.

GRADASSI.

Contingent de haricots du Togo

ARRETE N° 146 promulguant au Togo le décret du 28 janvier 1939 fixant le contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en franchise en France et en Algérie pendant l'année 1939.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation et de publication des textes réglementaires au Togo et au Cameroun;

Vu le décret du 19 mai 1934 accordant la franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie, aux haricots originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, (arrêté de promulgation n° 367 du 7 juillet 1934);

Vu le décret du 28 janvier 1939 fixant le contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en franchise en France et en Algérie pendant l'année 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est promulgué dans le territoire du Togo placé sous le mandat de la France, le décret du 28 janvier 1939 fixant le contingent de haricots originaires du Togo, à admettre en franchise en France et en Algérie pendant l'année 1939.

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 3 mars 1939.

GRADASSI.

LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE,

Sur la proposition du ministre des colonies et du ministre des finances;

Vu la loi du 13 avril 1928 sur le régime douanier colonial et les décrets d'application des 2 juillet 1928 et 12 juin 1931;

Vu le décret du 19 mai 1934 accordant la franchise des droits de douane à l'entrée en France et en Algérie, aux haricots originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France;

Vu les avis conformes du ministre du commerce et de l'industrie et du ministre de l'agriculture;

DECRETE :

ARTICLE PREMIER. — La quantité de haricots, originaires du territoire du Togo placé sous le mandat de la France, à admettre en franchise des droits de douane en France et en Algérie dans les conditions prévues par le décret précité du 19 mai 1934 est fixée à 200 tonnes pour l'année 1939.

ART. 2. — Le ministre des finances et le ministre des colonies sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent décret qui sera publié au *Journal officiel* de la République française et inséré au *Bulletin officiel* du ministère des colonies.

Fait à Paris, le 28 janvier 1939.

ALBERT LEBRUN.

Par le Président de la République :

Le ministre des finances,

Paul REYNAUD.

Le ministre des colonies,

Georges MANDEL.

ACTES DU POUVOIR LOCAL

ARRETE N° 80 fixant à nouveau les taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux fonctionnaires des cadres généraux et des cadres locaux européens.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGIION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 2 mars 1910 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents des services coloniaux et l'arrêté général du 17 mai 1922;

Vu le décret du 10 avril 1937, modifié par celui du 11 décembre 1937 portant amélioration de la situation des personnels de l'Etat;

Vu le décret du 26 octobre 1937 approuvant les dispositions de l'arrêté n° 480 du 26 août 1937 relatif à l'attribution de l'indemnité spéciale temporaire;

Vu les arrêtés n° 686 et 686 bis du 31 décembre 1937 attribuant, à compter du 1^{er} octobre 1937, une indemnité spéciale temporaire aux fonctionnaires des cadres généraux et des cadres locaux européens;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant relèvement des taux de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;

Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1939, il est attribué aux fonctionnaires appartenant aux cadres généraux et aux cadres locaux européens, rétribués sur les budgets du Togo, une majoration des taux de l'indemnité spéciale temporaire, instituée par le décret du 11 décembre 1937.

Pour les agents fournissant un service complet, le taux de cette majoration est fixé à 5 pour cent du traitement sans pouvoir être inférieur à 1.200 francs par an.

En conséquence, le montant de l'indemnité spéciale temporaire est modifié ainsi qu'il suit en ce qui concerne les agents ci-dessus visés :

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
Agents dont le traitement brut annuel est inférieur à 9.000 francs	2.100	1.200	3.300
Agents dont le traitement annuel est compris entre une somme brute de 9.000 frs. et une somme nette de 12.000 francs	2.400	1.200	3.600
Agents dont le traitement net annuel est compris entre :			
12.001 et 13.000	2.232	1.200	3.432
13.001 et 14.000	2.220	1.200	3.420
14.001 et 15.000	2.208	1.200	3.408
15.001 et 16.000	1.992	1.200	3.192
16.001 et 17.000	1.968	1.200	3.168
17.001 et 18.000	1.932	1.200	3.132
18.001 et 19.000	1.908	1.200	3.108
19.001 et 20.000	1.884	1.200	3.084
20.001 et 21.000	1.584	1.200	2.784
21.001 et 22.000	1.536	1.200	2.736
22.001 et 22.560	1.500	1.200	2.700
22.561 et 23.000	1.500	5% de traitement brut	
23.001 et 24.000	1.464		
24.001 et 25.000	1.416		
25.001 et 26.000	1.380		

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
26.001 et 27.000	1.344	5% de traitement brut	
27.001 et 28.000	1.296	—	
28.001 et 29.000	1.260	—	
29.001 et 30.000	1.224	—	
Agents dont le traitement net annuel est supérieur à 30.000 francs.	1.000	—	

Dans chacune des tranches ci-dessus, la rétribution nette augmentée de l'indemnité spéciale temporaire sera toujours au moins égale à la rétribution nette maximum de la tranche immédiatement inférieure augmentée de l'indemnité correspondant à cette tranche.

ART. 2. — L'indemnité prévue à l'article 1^{er} ci-dessus suit le sort de la rémunération principale. Son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale elle-même pour quelle cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet le montant de l'allocation déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1939.

GRADASSI.

(Le conseil d'administration a été consulté sur cette affaire dans sa séance du 4 mars 1939 — Approuvé par radiotélégramme n° 160 en date du 8 mars 1939 du ministre des colonies).

ARRETE N° 80 bis fixant à nouveau les taux de l'indemnité spéciale temporaire allouée aux agents appartenant aux cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,
CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,
COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu le décret du 30 décembre 1912, sur le régime financier des colonies;

Vu le décret du 23 juillet 1937, relatif aux soldes et accessoires de solde du personnel des cadres locaux des colonies;

Vu l'arrêté général du 17 mai 1922 portant règlement sur la solde et les allocations accessoires des fonctionnaires, employés et agents communs et locaux de l'A. O. F.;

Vu les arrêtés des 24 mars 1934, et 1^{er} mai 1934, réglant les statuts des cadres locaux indigènes au Togo;

Vu l'arrêté du 12 février 1938 attribuant une indemnité spéciale temporaire aux agents des cadres communs secondaires, locaux et spéciaux du Togo et de l'A. O. F. en service au Togo;

Vu le décret du 14 janvier 1939 portant relèvement des taux de l'indemnité spéciale temporaire instituée par le décret du 11 décembre 1937;

Sous réserve d'approbation en conseil d'administration;
Sous réserve de l'approbation ministérielle;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — A compter du 1^{er} janvier 1939, il est attribué aux agents appartenant aux cadres secondaires, locaux et spéciaux de l'A. O. F. et du Togo (y compris gardes de cercles et miliciens) rétribués sur les budgets du Togo une majoration des taux de l'indemnité spéciale temporaire, instituée par l'arrêté n° 98 du 12 février 1938, conformément aux indications fixées par le tableau ci-après :

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
Agents dont la rétribution brute annuelle est inférieure ou égale à 6.000 francs	720	480	1.200
Agents dont la solde brute annuelle est comprise entre 6.001 et 8.000	1.200	600	1.800
Agents dont la solde brute annuelle est comprise entre 8.001 et 9.000	1.800	700	2.500
9.001 et 12.000	2.400	900	3.300
12.001 et 13.000	2.232	1.000	3.232
13.001 et 14.000	2.220	1.000	3.220
14.001 et 15.000	2.208	1.000	3.208
15.001 et 16.000	1.992	1.200	3.192
16.001 et 17.000	1.968	1.200	3.168
17.001 et 18.000	1.932	1.200	3.132
18.001 et 19.000	1.908	1.200	3.108
19.001 et 20.000	1.884	1.200	3.084
20.001 et 21.000	1.584	1.200	2.784
21.001 et 22.000	1.536	1.200	2.736
22.001 et 23.000	1.500	1.200	2.700

	MONTANT ACTUEL DE L'INDEMNITÉ	MAJORATION	NOUVEAU TAUX
23.001 et 24.000	1.464	1.200	2.664
24.001 et 25.000	1.416	5% de traite-	
25.001 et 26.000	1.380	ment brut.	
26.001 et 27.000	1.344	—	
27.001 et 28.000	1.296	—	
28.001 et 29.000	1.260	—	
29.001 et 30.000	1.224	—	
au-dessus de 30.001	1.000	—	

Dans chacune des tranches ci-dessus, la rétribution nette augmentée de l'indemnité spéciale temporaire sera toujours au moins égale à la rétribution nette maximum de la tranche immédiatement inférieure augmentée de l'indemnité correspondant à cette tranche.

ART. 2. — L'indemnité prévue à l'article 1^{er} ci-dessus suit le sort de la rémunération principale. Son montant est réduit dans la proportion où se trouve réduite cette rémunération principale elle-même pour quelle cause que ce soit.

Pour les agents ne fournissant qu'un service incomplet, le montant de l'allocation déterminé en fonction du traitement qui serait alloué pour la durée normale du service est réduit au prorata de la durée effective du service.

ART. 3. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 28 janvier 1939.

GRADASSI.

(Le conseil d'administration a été consulté sur cette affaire dans sa séance du 4 mars 1939 — Approuvé par radiotélégramme n° 160 en date du 8 mars 1939 du ministre des colonies).

Budget de la commune mixte

ARRETE N° 137 modifiant l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 portant virement de crédit au budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1938.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 portant virement de crédits au budget de la commune mixte de Lomé, exercice 1938;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 27 février 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — L'article 2 de l'arrêté n° 694 du 15 décembre 1938 susvisé est abrogé et remplacé par les dispositions suivantes :

« Article 2 nouveau. — Les ouvertures de crédit sont gagées sur les fonds libres de la commune mixte ».

ART. 2. — Le présent arrêté sera enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 27 février 1939.

GRADASSI.

Budget annexe du C. F. T.

Prélèvement

ARRETE N° 140 autorisant un prélèvement sur le fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté interministériel du 2 juillet 1923, instituant un fonds de renouvellement spécial au service des voies de pénétration et du wharf du Togo;

Vu l'arrêté n° 733 du 31 décembre 1938 rendant provisoirement exécutoires les budgets du Togo pour l'année 1939;

Vu le rapport n° 59 du 9 février 1939 du chef de service du chemin de fer et du wharf;

Le conseil d'administration entendu dans sa séance du 1^{er} mars 1939;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Est autorisé le prélèvement de la somme de : cinq cent trente mille francs sur le compte du fonds spécial, fonds de renouvellement du budget annexe de l'exploitation du chemin de fer et du wharf du Togo, afin de permettre le paiement des dépenses inscrites au chapitre XIII de l'exercice 1939.

ART. 2. — Le chef du service des transports, sous-ordonnateur du budget annexe et le trésorier-payeur sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera enregistré, publié au journal officiel du Territoire et communiqué partout où besoin sera.

Lomé, le 1^{er} mars 1939.

GRADASSI.

Agences spéciales

ARRETE N° 148 fixant le maximum des provisions pouvant être consenties à certaines agences spéciales du Territoire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions

et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;
Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'article 151 du décret du 30 décembre 1912 sur le régime financier des colonies et les actes subséquents qui l'ont modifié, notamment les décrets des 30 décembre 1920 et 13 avril 1925;

Vu l'arrêté du 12 décembre 1928 créant à Tsévié une agence spéciale et fixant à 150.000 frs. le montant maximum de l'encaisse;

Vu l'arrêté du 17 mars 1936 créant à Lama-Kara une agence spéciale et fixant à 150.000 frs. le montant maximum de l'encaisse;

Sur la proposition des commandants de cercle intéressés;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le maximum des encaisses des agences spéciales désignées ci-dessous est fixé ainsi qu'il suit :

Agence spéciale de Tsévié	250.000 francs.
Agence spéciale de Lama-Kara	250.000 francs.

ART. 2. — Le trésorier-payeur, le chef du bureau des finances et les commandants de cercle intéressés sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui entrera en vigueur à compter du 1^{er} mars 1939.

Lomé, le 7 mars 1939.

GRADASSI.

Santé publique

ARRETE N° 156 mettant le cercle de Mango sous le régime de surveillance sanitaire.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté ministériel (colonies) du 7 janvier 1892, fixant la liste des maladies épidémiques dont la déclaration est obligatoire aux colonies et le mode de déclaration à employer;

Vu l'arrêté du 11 août 1921, réglementant le fonctionnement des services médicaux du Togo; ensemble tous arrêtés le modifiant ou le complétant;

Vu le décret du 11 novembre 1929, relatif à la protection de la santé publique au Togo;

Vu le décret du 21 avril 1933, réorganisant la justice indigène au Togo;

Vu le décret du 16 avril 1924 fixant le mode de promulgation des textes et la procédure d'application d'urgence;

Vu les télégrammes n° 131 en date du 8 mars 1939 et n° 135 en date du 9 mars 1939 du commandant du cercle de Mango;

Sur la proposition du chef du service de santé;

ARRETE :

ARTICLE PREMIER. — Le Cercle de Mango est déclaré infecté de méningite cérébro-spinale et placé sous le régime de surveillance sanitaire.

ART. 2. — Toutes communications entre le Cercle de Mango et les territoires limitrophes sont provisoirement interrompues. Les communications sont également interrompues entre le Cercle de Mango et le reste du territoire sauf en ce qui concerne l'acheminement du courrier postal.

ART. 3. — Nul ne pourra sortir du Cercle de Mango sans être muni d'un passeport sanitaire délivré dans les conditions réglementaires par le chef de la Subdivision sanitaire de Mango.

ART. 4. — Tous rassemblements publics tels que marchés, offices religieux, etc. sont interdits.

Les écoles sont licenciées jusqu'à nouvel ordre. La levée des mesures sera prise par arrêté.

ART. 5. — Les contrevenants aux dispositions du présent arrêté seront passibles des pénalités prévues au décret du 11 novembre 1929.

ART. 6. — Vu l'urgence le présent arrêté qui est déclaré immédiatement applicable dans les conditions fixées par le décret du 16 avril 1924 susvisé, sera affiché dans tous les lieux d'usage du Territoire, enregistré, communiqué et publié partout où besoin sera.

Lomé, le 9 mars 1939.

GRADASSI.

Enseignement

DECISION N° 173 fixant les dates des vacances et des examens pour l'année scolaire 1939.

L'ADMINISTRATEUR EN CHEF DES COLONIES,

CHEVALIER DE LA LÉGION D'HONNEUR,

COMMISSAIRE DE LA RÉPUBLIQUE P. I.,

Vu le décret du 23 mars 1921 déterminant les attributions et les pouvoirs du Commissaire de la République au Togo;

Vu le décret du 19 septembre 1936 portant réduction des dépenses administratives du Togo, modifié par celui du 20 juillet 1937;

Vu l'arrêté du 18 janvier 1935 portant organisation générale de l'enseignement officiel au Togo, ensemble les textes modificatifs subséquents;

Vu l'arrêté du 6 janvier 1936 fixant les périodes des vacances dans les écoles primaires élémentaires du Territoire et à l'école européenne de Lomé;

Vu l'arrêté n° 657 du 28 novembre 1938 complétant l'arrêté n° 670 du 27 octobre 1933 réorganisant l'enseignement privé au Togo;

Sur la proposition du chef du service de l'enseignement primaire;

DECIDE :

ARTICLE PREMIER. — Les dates des vacances sont fixées ainsi qu'il suit pour l'année scolaire 1939 :

A — ECOLE ÉLÉMENTAIRE

Pâques — Vendredi 7 et le samedi 8 avril.

Vacances de fin de 1^{er} trimestre — 10 jours du 30 mai inclus au 8 juin inclus.

Vacances de fin de 2^e trimestre — 10 jours du 11 septembre inclus au 20 septembre inclus.

Grandes vacances — 70 jours du 24 décembre 1939 inclus au 7 mars 1940 inclus.

B — COURS COMPLÉMENTAIRE

Pâques — du 6 avril inclus au 16 avril inclus.

Grandes vacances — du 9 juillet inclus au 10 septembre inclus.

Noël — du 24 décembre 1939 inclus au 2 janvier 1940 inclus.

C — ECOLE EUROPÉENNE

Pâques — du 6 avril inclus au 16 avril inclus.

Grandes vacances — du 2 juillet inclus au 10 septembre inclus.

Noël — du 24 décembre 1939 inclus au 2 janvier 1940 inclus.

ART. 2. — Les examens et concours du Territoire auront lieu aux dates ci-après :

Certificat d'études primaires élémentaire (école européenne) : 26 juin à Lomé.

Examen de sortie du Cours Complémentaire : 3 juillet et jours suivants.

Concours d'entrée au Cours Complémentaire : 28 août et jours suivants à Lomé.

Concours d'entrée dans le cadre local des instituteurs : 25 septembre et jours suivants à Lomé.

Concours d'entrée dans le cadre des moniteurs de l'enseignement privé : 2 octobre et jours suivants à Lomé.

Certificat d'études primaires élémentaires (écoles élémentaires) : 7 novembre.

ART. 3. — La présente décision sera enregistrée, publiée et communiquée partout où besoin sera.

Lomé, le 10 mars 1939.

GRADASSI.

ACTES CONCERNANT LE PERSONNEL

ACTES DU POUVOIR LOCAL

PERSONNEL EUROPEEN

Affectations

Par décisions des :

4 mars 1939. — M. Toqué, contrôleur de 1^{re} classe du cadre métropolitain des douanes, est nommé chef titulaire du service des douanes du Togo.

10 mars 1939. — M.M. Chainas Gabriel et Pava Charles, adjudants-chefs du génie détachés pour servir hors cadre au Togo en qualité de surveillants des travaux publics et attendus vers le 13 mars 1939 par s/s Canada, sont mis à la disposition du chef du service des travaux publics et des transports.

PERSONNEL INDIGENE

Réintégration

Par arrêté n° 138 du :

27 février 1939. — Est réintégré pour compter du 1^{er} mars 1939, dans le cadre local indigène du Togo, l'ex-préposé des douanes de 4^e classe Johnson Félix, bénéficiaire du décret d'amnistie du 5 décembre 1937.

Le préposé des douanes de 4^e classe Johnson Félix conserve dans son grade actuel une ancienneté de 3 ans 3 mois.

DIVERS

Alimentation en eau potable

Par décision n° 147 du :

27 février 1939. — Une subvention de trente mille francs (30.000 frs.) est accordée à la société indigène de prévoyance de la subdivision de Sokodé pour forage de puits.

Boisson alcoolique

Par décision n° 167 du :

9 mars 1939. — Sont autorisées l'importation et la mise en vente au Togo de la boisson dénommée « Liqueur d'Anis Pernod 45° » des établissements Pernod à Paris.

Culture du coton

Par décision n° 148 du :

27 février 1939. — Est accordée, à la société indigène de prévoyance de la subdivision de Sokodé,

une subvention de cinquante mille francs (50.000 frs.) pour l'intensification de la culture du coton dans le cercle de Sokodé.

Dégrèvements

Par arrêté n° 139 du :

28 février 1939. — Sont accordés les dégrèvements ci-après :

IMPÔT PERSONNEL ET TAXE ADDITIONNELLE

Palimé :

Qunter Kuassi (R. 254, art. 21) :

Impôt	175
R. P.	30

Yao Kokou (R. 254, art. 26) :

Impôt	275
R. P.	40

PATENTE

Palimé :

Hlomador E. (R. 100, art. 50) :

Patente	675
---------	-----

PATENTE (excédent de versement)

Atakpamé :

Novignon J. (R. 18, art. 93) :

Patente	50
---------	----

LICENCE (excédent de versement)

Atakpamé :

Novignon J. (R. 19, art. 33) :

Licence	100
---------	-----

IMPÔT PERSONNEL INDIGÈNE CATÉGORIE SUPÉRIEURE (excédent de versement)

Lama-Kara :

Aouessi (R. 59, art. 10) :

Impôt personnel	65
R. P.	5

PATENTE

Lama-Kara :

Etat récapitulatif (R. 41) :

Patente	745
---------	-----

Le trésorier-payeur est autorisé à porter ces dégrèvements en réduction de ses prises en charge.

Enquête de commodo et incommodo

Domaines

Par arrêté n° 151 du :

7 mars 1939. — Il est ouvert une enquête de commodo et incommodo concernant l'occupation d'une parcelle du domaine public située face au bâtiment du cercle de l'Union togolaise entre l'avenue Aristide Briand et l'océan.

Le plan de cette parcelle restera déposé à la mairie de Lomé pendant un mois à partir du seize mars 1939 pour être communiqué sans déplacement aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un commissaire enquêteur à désigner par le maire de Lomé, se tiendra à la disposition des intéressés pendant le même temps et au même lieu pour recevoir tous les jours, dimanches et jours fériés exceptés, de 8 à 11 heures et de 15 à 17 heures leurs observations qui seront consignées sur un registre ad hoc.

Dans le délai de huit jours à compter de la date de la fin de l'enquête, le procès-verbal des opérations avec toutes les pièces de l'enquête et l'avis du commissaire enquêteur sera transmis au Commissaire de la République qui statuera.

Construction de voie ferrée

Par arrêté n° 153 du :

7 mars 1939. — Une enquête de commodo et incommodo préalable à la déclaration publique, d'une construction de voie supplémentaire sur le domaine public maritime est ouverte pendant une durée de huit jours à dater du 16 mars 1939.

Le plan concernant cette voie restera déposé à la mairie de Lomé du 16 au 24 mars inclusivement pour être communiqué sans déplacement les jours ouvrables de huit heures à onze heures et de quatorze heures à dix-sept heures aux personnes qui désireront en prendre connaissance.

Un commissaire enquêteur à désigner par le maire de Lomé se tiendra à la disposition des intéressés pendant le temps et au lieu indiqué ci-dessus, dimanches et jours fériés exceptés, pour recevoir les observations auxquelles pourra donner lieu le projet en cause. Ces observations seront consignées dans un registre ouvert spécialement à cet effet et procès-verbal en sera dressé en fin de l'enquête et transmis au Commissaire de la République dans un délai de cinq jours à compter de la date de la fin de l'enquête.

Voirie

Par arrêté n° 155 du :

9 mars 1939. — Une enquête de commodo et incommodo est ouverte au sujet de l'application d'un nouveau plan de voirie concernant la zone comprise dans le quadrilatère limité par l'avenue de la Victoire, la rue du maréchal Pétain, la rue Faïdherbe et la rue de l'hôpital.

Ce quartier est tout entier occupé par les installations de l'hôpital de Lomé.

Le plan visé à l'article 1^{er} restera déposé à la mairie de Lomé pendant trente jours à partir du 16 mars 1939 pour être communiqué sans déplacement

les jours ouvrables de 8 heures à 11 heures et de 14 à 17 heures aux personnes qui désireraient en prendre connaissance.

Un commissaire enquêteur à désigner par le maire se tiendra à la disposition des intéressés, pendant le même temps et au même lieu pour recevoir tous les jours, dimanches et jours fériés exceptés, aux heures indiquées ci-dessus, leurs observations qui seront inscrites sur un registre spécial.

Dans un délai de huit jours, à compter de la clôture de l'enquête, le dossier de l'enquête clos et arrêté par le commissaire enquêteur sera transmis au Commissaire de la République avec toutes les pièces de l'enquête et son avis.

Enseignement privé

Par arrêté n° 149 du :

7 mars 1939. — La Mission protestante évangélique est autorisée à ouvrir un cours élémentaire à une classe à l'école de Tsévié.

Par arrêté n° 157 du :

10 mars 1939. — La Mission protestante évangélique est autorisée à ouvrir une école à une classe à Sodo (cercle d'Atakpamé).

P. T. T.

Par arrêté n° 150 du :

7 mars 1939. — A compter du 1^{er} mars 1939 le bureau de la gare d'Agbonou est ouvert aux communications téléphoniques privées dans les conditions prescrites par l'arrêté n° 583 du 18 octobre 1938.

Produits pharmaceutiques

Par décision n° 163 du :

7 mars 1939. — L'article premier de la décision n° 10 du 4 janvier 1939 est modifié comme suit :

Au lieu de :

« Sokodé, boutique unique, gérant : M. Julio Olympio »

Lire :

« Sokodé, boutique unique, gérant : M. Ajavon Paul Ama ».

Prix de gros de diverses marchandises

			18 Fév. 1939	25 Fév. 1939
Farine de consommation	Paris	100 kgs.	308,—	308,—
Avoines	—	—	99,75	98,50
Seigles de Beauce (départ)	—	—	122,50	120,50
Orge de Beauce (départ)	—	—	113,—	110,—
Maïs Indochine	Marseille	—	126,25	127,25
Pommes de terre, Esterling	Paris	—	81,66	81,33
Riz, Saïgon n° 1	Le Havre	—	141,50	141,50
Pâtes alimentaires, 1 ^{er} choix	Lyon	—	635,—	635,—
Bœuf	La Villette	kg.	9,70	9,90
1 ^{re} — qualité	—	—	7,40	7,80
2 ^{de} — qualité	—	—	15,50	16,—
Veau	—	—	13,40	14,—
1 ^{re} — qualité	—	—	19,40	19,40
2 ^{de} — qualité	—	—	15,30	15,30
Mouton	—	—	12,58	12,58
1 ^{re} — qualité	—	—	11,58	11,58
2 ^{de} — qualité	—	—		

			18 Fév. 1939	25 Fév. 1939
Vin rouge, Béziers 9°		Le degré hectol.	15,75	15,75
Beurres	Charente, Poitou	Paris kg.	30,12	30,63
	Normandie, (centr.)	—	29,37	30,05
Fromages	Comté	—	14,25	14,25
	Port-salut	—	12,50	12,50
Huile arachide supérieure		Marseille 100 kgs.	487,50	487,50
Huile d'olive Tunisie		—	—	—
Sucre	Blanc n° 3	Paris	335,50	338,25
	Raffiné	Lyon	597,50	602,50
Café Santos good à l'entrepôt		Le Havre 50 kgs.	224,25	222,75
Cacao Côte d'Ivoire à l'entrepôt		—	191,—	191,—
Fonte de moulage n° 3		Base Longwy la tonne	620,50	620,50
Aciers marchands		Paris 100 kgs.	168,—	168,—
Cuivre en lingots		Le Havre	975,—	965,—
Etain Détroits		—	4.420,—	4.435,—
Plomb, marques ordinaires		—	335,—	330,—
Zinc, bonnes marques		Le Havre ou Paris	330,—	325,—
Houille, tout venant industriel 30/35 Nord		la tonne	183,—	183,—
Coton américain		Le Havre 50 kgs.	400,—	403,50
Laine peignée		Roubaix kg.	35,90	35,70
Lin de Russie C. A. F. ports français		100 kgs.	1.540,—	1.522,—
Chanvre indigène, Anjou, Sarthe		—	712,50	712,50
Jute First mark, C. A. F. ports français		—	428,—	431,—
Soie grège Cévennes		Lyon kg.	186,50	189,—
Peaux de	Bœufs moyens	Paris 50 kgs.	256,47	256,47
bœufs	Rio de Janeiro, salés	Le Havre	265,—	265,—
Cuir à semelle		Paris kg.	39,50	39,50
Suif indigène		— 100 kgs.	270,—	270,—
Alcool dénaturé		— hectolitre	365,—	365,—
Carbonate de soude		— 100 kgs.	100,—	100,—
Nitrate de soude synthétique		Dunkerque	128,50	128,50
Benzol		Paris	203,50	203,50
Bois de	Sapin madrier	— le mètre	9,50	9,50
charpente	Chêne	— le m3.	670,—	670,—
Caoutchouc		— kg.	13,55	13,95
Savon blanc extra 72%		Marseille 100 kgs.	332,50	332,50
Sulfate de cuivre		Bordeaux	338,—	323,—
Ciment Portland artificiel		Départ usine la tonne	307,60	307,60

PARTIE NON OFFICIELLE

AVIS ET COMMUNICATIONS

Avis de concours

Un concours pour l'emploi de rédacteur de l'administration centrale s'ouvrira à Paris le 3 juillet 1939.

La liste des inscriptions sera impérativement close le 2 mai 1939.

Le programme du concours se trouve annexé à l'arrêté ministériel du 18 juin 1937 modifié par l'arrêté du 8 août 1938.

Le nombre de places mises au concours est de quatre.

DOMAINES

Par décision n° 149 du :

27 février 1939. — Une commission composée de :

M. le commandant du cercle de Mango ou son délégué *Président*

M.M. Dabezies, chef d'arrondissement des T. P. du Haut-Togo, représentant de l'administration,
Lèbre, agent de commerce à Sokodé, *Membres*
Fillot, commerçant à Mango, représentant le concessionnaire,

se réunira à Mango sur convocation de son président à l'effet de constater la mise en valeur de la concession acquise par M. Eychenne Raymond.

Il sera dressé des opérations un procès-verbal descriptif et estimatif en quadruple exemplaire dont un destiné au concessionnaire.

**Avis de demande d'immatriculation
au livre foncier du territoire du Togo**

Toutes personnes intéressées sont admises à former opposition à la présente immatriculation, es mains du conservateur soussigné, dans le délai de trois mois, à compter de l'affichage du présent avis, qui aura lieu incessamment en l'auditoire du tribunal civil de première instance de Lomé.

Suivant réquisition, n° 1089, déposée le 11 février 1939 le sieur Akouetey Bernard, profession d'instituteur, demeurant à Ahépé-Apédomé et domicilié à Anécho, agissant en son nom et pour son compte personnel en qualité de propriétaire, a demandé l'immatriculation au livre foncier du territoire du Togo,

d'un immeuble urbain, bâti, consistant en un terrain de forme trapézoïdale sur lequel est édifiée une maison d'habitation, d'une contenance totale de 9 ares 58 centiares situé à Anécho, quartier Kpota, cercle d'Anécho et borné au nord par la voie-ferrée Lomé-Anécho, au sud par une rue non dénommée, à l'est par un terrain domanial, à l'ouest par une rue non dénommée.

Il déclare que ledit immeuble lui appartient et n'est, à sa connaissance, grevé d'aucuns droits ou charges réels, actuels ou éventuels.

Le conservateur de la propriété foncière p. l.,

DESEILLE.